

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV MEDITERRANEE**

rue Antoine Becquerel  
CS 17216  
11100 Narbonne

Références : D-2025-0799  
SPR/2025-979  
Code AIOT : 0006400578

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV MÉDITERRANÉE implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL PACA qui a pour objectif de vérifier les conditions d'élimination des déchets ultimes.

En effet, une priorité des lois relatives à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV, 2015) et la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC, 2020) est la réduction de l'élimination des déchets par enfouissement, qui doit rester une solution de dernier recours pour favoriser leur valorisation matière ou énergétique. Ainsi, un objectif national décliné à l'échelle régionale impose qu'en 2025, les quantités de déchets stockés dans des installations de stockage de déchets non dangereux soient limitées à 50 % des volumes enfouis en 2010.

Dans ce cadre, une visite est organisée pour chaque ISDND pour vérifier les conditions d'élimination, notamment le contenu des camions lors des déchargements (respect du R.541-48-3 du CE). Cette visite a donc été réalisée de manière inopinée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV MEDITERRANEE
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Condition de déchargement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Attestation tri SPGD	Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Habilitation contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Indisponibilité contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-iV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV	Sans objet
3	Attestation tri non SPGD	Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-I	Sans objet
8	Contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV	Sans objet
9	Registre refus	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'acceptation des déchets pour un stockage par enfouissement sont de manière générale bien cadrées sur le site de l'ISDND de Suez Environnement. Certains documents et dispositifs doivent encore faire l'objet d'améliorations pour répondre aux exigences réglementaires. Il est donc donné un délai à l'exploitant pour compléter les informations demandées.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Condition de déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;</li><li>- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li><li>- réalise une pesée ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, un déchargement était en cours au niveau de la zone de vidage dans le casier en exploitation, une semi remorque vidait un déchargement de presque 30 tonnes. Il s'agissait d'un apporteur public : la Métropole d'Aix Marseille, le chargement provenait du quai de transfert "les Arnavaux".</p> <p>Deux agents travaillent dans le casier d'exploitation pour répartir les déchets et les recouvrir. Un des deux agents surveille les déchargements qui ont lieu au niveau de la zone de vidage et vérifie d'éventuelles non-conformités. En cas de non-conformités, les déchets sont soit rechargés, soit triés sur place et amenés vers une benne déposée au fond du casier (pneus, matelas), il a été possible de distinguer la benne au loin. Si le camion est reparti sans que l'agent n'ait pu intervenir, l'exploitant sollicitera l'apporteur a posteriori afin que ce dernier puisse récupérer les déchets non conformes. L'agent d'exploitation possède sur son portable professionnel une application pour déclarer des événements qui incluent celui des déchargements non conformes, événements qui sont remontés au responsable d'exploitation. Lors de ce déchargement d'Ordures Ménagères Résiduelles, il a été observé quelques déchets non conformes (cartons fruits légumes provenant d'activités professionnelles telles que les marchés ou supermarchés) mais en faible quantité. L'exploitant n'a pas relevé de non-conformité ce jour-là.</p> <p>Dans un second temps, lors de notre passage au pont bascule, l'agent dédié a fourni le bon de pesée correspondant au déchargement observé. Deux portiques permettent de vérifier les niveaux de radioactivité des déchets. Les détecteurs ont été vérifiés en 2025 par l'entreprise Bertin, une pastille présente sur l'appareil indique notamment la date du 11 mars 2025. L'inspection a vérifié que les procédures d'acceptation des déchets étaient bien présentes dans le local ainsi que celle de la vérification par les agents. Les apporteurs se rendent au balcon du pont bascule pour annoncer leur déchargement, il n'y a pas de badge. Une lettre de mission est vérifiée, l'agent de pesée vérifie à ce stade si le CAP (certificat d'acceptation préalable) a été transmis par l'entreprise pour l'année en cours (renouvellement annuel). Si cela n'a pas été le cas, le camion n'est pas accepté et le service administratif est prévenu.</p> <p>Aucune caméra n'est installée au niveau du pont bascule pour vérifier les chargements entrants, les agents ont expliqué à l'inspection des installations classées que le contrôle se fait un niveau de la zone de vidage car il n'est pas possible de vérifier le contenu dans un camion opaque contenant</p>

30 m <sup>3</sup> de déchets. Il a été remarqué que les volets roulants du pont bascule étaient baissés le jour de l'inspection ce qui rend plus difficile l'observation de l'arrivée des camions. En salle, nous avons demandé à l'exploitant de nous fournir la fiche d'information préalable correspondant au camion observé sur la zone de vidage. Le CAP a bien été renouvelé par l'apporteur en 2025 (en date de 07/11/2025).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Apporter un justificatif de courrier destiné à la Métropole d'Aix Marseille l'informant de la présence de déchets non conformes (cartons fruits légumes) le 13 novembre 2025
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Rapport annuel de caractérisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p><b>Prescription contrôlée :</b> IV.- L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<p><b>Constats :</b> En salle, nous avons demandé à l'exploitant de nous fournir le rapport de caractérisation pour les ordures ménagères observées sur la zone de vidage, à savoir la métropole Aix Marseille. Le rapport n'a pas été transmis. Une tolérance a été accordée aux collectivités jusqu'à fin 2026.</p> <p>L'inspection a demandé des rapports de caractérisation pour deux entreprises, à partir du tableau de suivi de l'exploitant, deux d'entre elles ont été choisies de manière aléatoire: Tesla et Ortec (Arcelor Mittal Méditerranée). Les deux rapports ont bien été transmis à l'ISDND, Arcelor Mittal Méditerranée a effectué sa caractérisation le 27/10/2025 et Tesla la 10/11/2025.</p> <p>Les rapports sont complets par rapport à la trame proposée. Les résultats indiquent pour Tesla que: 18% des déchets sont des déchets de papiers cartons (papiers, cartons, journaux, chutes), 29 % sont des déchets plastiques, 7% des déchets de bois, et 41% des déchets "autres".</p> <p>Pour Arcelor Mittal Méditerranée, 1% des déchets sont des déchets de papiers cartons (papiers, cartons, journaux, chutes), 2% des déchets de métaux, 1 % sont des déchets plastiques, 2% des déchets de verre, 3% des déchets de bois, 18% des déchets de fraction minérale inerte, 2% des biodéchets, et 71% des déchets "autres".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Attestation tri non SPGD

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.  A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :  1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
<b>Constats :</b> Il a été vérifié sur place, avec la personne responsable du service administratif, le tableau des apporteurs privés, l'attestation sur honneur se trouvant dans le certificat d'acceptation préalable. Nous avons vérifié par échantillonnage deux attestations sur honneur, ces dernières étaient bien présentes. Pour les apporteurs privés qui ne détiendraient pas de CAP, la responsable nous a indiqué que les camions ne sont pas acceptés en entrée de site, un courrier électronique est immédiatement envoyé à l'apporteur afin d'actualiser le CAP pour que le déchargement puisse avoir lieu au plus tôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Attestation tri SPGD

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.  Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.  Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

<p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été vérifié en salle l'attestation transmise pour l'apporteur Métropole Aix Marseille datée du 7/11/2025 qui se trouve dans le certificat d'acceptation préalable CAP.</p> <p>Celle-ci comporte bien les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation signée par le directeur logistique Traitement et Valorisation des Déchets</li> <li>- Liste des déchets concernés par les obligations de tri (déchets textiles, déchets dangereux, biodéchets, déchets papier et carton, verre, métal et plastique, déchets de construction et démolition).</li> </ul> <p>Cependant, la collectivité ne démontre pas comment elle remplit ses obligations de tri (contrats de collecte, guides donnés à destination des ménages), aucun détail n'est donné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitation demande et obtient des compléments pour obtenir une attestation complète de l'apporteur public.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Contrôle vidéo

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1er, du chapitre 1er du titre IV et du titre 1er du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est</li> </ul>

déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b> Il a été vérifié la présence de deux caméras dans le casier d'exploitation : une caméra AGECE (contrôle des déchets) et une caméra de contrôle thermique.  Dans la salle dédiée à l'emplacement du serveur AGECE et au visionnage, l'inspection a demandé à visionner les images filmées lors du vidage du camion de la métropole observé le matin même sur le quai de déchargement. Il n'a pas été possible de distinguer la plaque d'immatriculation sur les images, ni même de distinguer les types de déchets déchargés. Lors du déchargement, sur le quai de vidage, deux tas de déchets avaient été repérés et photographiés : un tas de déchets inertes servant à couvrir les déchets et un tas d'Ordures Ménagères Résiduelles; sur les images AGECE, il n'a pas été possible de les distinguer. La caméra semble se trouver trop éloignée de la zone de vidage pour remplir les exigences demandées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant modifie la position des caméras AGECE de manière à ce que les éléments réglementaires demandés soient respectés. L'exploitant transmet des images AGECE où les déchets et les plaques d'immatriculation des camions sont visibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Habilitation contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.
<b>Constats :</b> Lors de notre entrée dans la salle de visionnage, les images AGECE étaient visibles sur l'écran. Aucun code d'accès informatique n'a été demandé pour accéder aux données. Aucun dispositif d'authentification n'a été relevé. La personne responsable de ce sujet n'était pas présente le jour de l'inspection, la procédure et les actions mises en place en interne doivent être transmises à l'inspection.  L'exploitant a justifié par un courriel électronique le 18/11/2025 que le local où se trouve le serveur est fermé à clé avec un accès restreint et que l'accès au visionnage des enregistrements nécessite de se connecter au logiciel avec un profil administrateur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre une procédure cadrant les conditions d'accès aux enregistrements AGECE, explicitant que l'accès est réservé aux seules personnes habilitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 7 : Indisponibilité contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-iV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.  Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,  Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.  Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.  Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.  Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.  Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<b>Constats :</b> La personne responsable du suivi de l'indisponibilité du dispositif de surveillance n'était pas sur place le jour de l'inspection ; elle a fourni le registre de disponibilité du dispositif, a posteriori, dans le délai accordé. Le registre est bien établi entre janvier et décembre 2025 et spécifie les opérations de maintenance.  Les indisponibilités ont couvert des périodes supérieures à 5 jours en juillet, cependant ces indisponibilités sont liées à un évènement inattendu. En effet, un incendie important a eu lieu sur le site de Jas de Rhôdes le 08/07/2025, le bâtiment administratif a entièrement brûlé, les serveurs qui enregistraient les données AGEC et qui se trouvaient dans ce bâtiment ont également brûlé. L'exploitant a dû remettre en place le système de surveillance (caméras et serveur), le système a nouveau été fonctionnel le 16/07/2025. Depuis cette date, la période d'indisponibilité n'excède pas cinq jours.  Les images enregistrées affichent bien sur tout extrait de la séquence vidéo : la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra. Les données observées ne comportent aucune information sonore, cependant il a été vérifié sur place lors de l'inspection que lorsque des personnes ont été filmées, leur image n'est pas anonymisée, leur identification est encore possible.  Considérant que les serveurs qui enregistraient les données ont brûlé, l'exploitant ne détient donc plus les données antérieures à cette date. Il est demandé à l'exploitant de fournir toutes les données AGEC enregistrées entre le 16/07/2025 (date de réouverture du casier après l'incendie) et

le 13/11/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une image récente permettant de prouver que les personnes sont bien anonymisées. L'exploitant doit fournir toutes les données AGECE enregistrées du 01/0/2025 au 31/10/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Contrôle visuel

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.
<b>Constats :</b> Il existe bien une bien une procédure de contrôle visuel au pont bascule. Aucune caractérisation n'est demandée lorsque les chargements ne semblent pas conformes, ils sont simplement renvoyés. Lorsque les déchets non conformes sont déchargés sur le quai de déchargement dans le casier, ils sont rechargés ou triés sur place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Registre refus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
<b>Constats :</b> Les agents de pesée détiennent bien un registre de refus des déchargements, signalant les dates, l'apporteur des déchets et les conditions de refus. Un premier motif de refus lu sur le registre concerne la non-conformité des déchets apportés par un camion, spécifiant l'entreprise concernée, la date et l'heure de l'apport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite